



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CGOS LILLE

JUIN 2025

DOCUMENT DÉCLARATION POLITIQUE CGT

La situation géopolitique mondiale est très inquiétante car elle laisse à voir des intentions belliqueuses des grandes puissances, une véritable marche à la guerre et à l'exploitation capitaliste.

Parallèlement, les idées d'extrême-droite et la montée du fascisme se confirme, faisant la part belle à des replis sur soi et à la résurgence d'idées nationalistes et populistes.

En ce sens, la réélection de Donald TRUMP nous préoccupe particulièrement car son retour renforce l'imprévisibilité d'un monde déjà instable. Alors que des tensions dans le monde sont de plus en plus vives, des mutations se profilent, souvent dictées par la force des armes. Comment cet homme politique qui a commandité l'invasion du CAPITOLE en 2021, qui multiplie les frasques et les outrances, peut-il être redevenu le 1^{er} personnage de la 1^{ère} puissance mondiale ?

Cette réélection met en péril l'équilibre mondial et les situations conflictuelles s'enlisent à l'instar du conflit en Ukraine qui fait craindre un embrasement à chaque jour qui passe et menace d'engendrer un conflit plus large en Europe, à nos portes.

La CGT rappelle ici son attachement en faveur de la paix et pour la résolution pacifique des conflits armés et sa totale solidarité avec les peuples opprimés dans le monde.

Comment ne pas évoquer ici la poursuite du génocide du peuple palestinien par le gouvernement d'extrême-droite de Benjamin NETANYAHOU. Nous assistons à un massacre de masse qui doit faire honte à la diplomatie notamment française, une famine provoquée qui a déjà tué 60 000 palestiniens dont 20 000 enfants.

Le délire sanguinaire et la fureur mortifère du premier ministre israélien, qui le prive totalement d'objectivité et d'humanité, cette fureur donc doit être stoppée. La France doit exiger l'arrêt du génocide, cesser la livraison d'armes à Israël, reconnaître l'état de Palestine et apporter une aide humanitaire urgente.

N'oublions pas que d'autres conflits armés existent encore aujourd'hui qui sont bien moins médiatisés mais tout aussi meurtriers notamment sur le continent africain. Le ravage des guerres (Soudan, Yémen ou Éthiopie) par exemple vient alourdir le bilan mondial des personnes tuées, déplacées et affamées à cause des combats, lequel n'a jamais été aussi élevé depuis des dizaines d'années.

Le positionnement de la France est particulièrement ambigu en imposant une économie de guerre. Le gouvernement BAYROU MACRON consacre et consacrera 416 milliards au budget des armées à travers l'application de la Loi de Programmation Militaire (LPM) 2023/2030. Dans le même temps, ils veulent imposer 40 milliards de coupes budgétaires sur les services publics dont 18 milliards sur la Santé et la Sécurité Sociale.

Cela est inacceptable !

Nous ne partageons pas cette orientation et faisons nôtre cette maxime : « *L'argent pour la Sécu, pas pour les obus !* »

Pire encore, le gouvernement BAYROU s'adresse par circulaire le 23 Avril 2025 à toutes les ARS en exigeant 1,1 milliard d'économies sur l'ensemble des structures publiques, privées de la Santé et de l'Action Sociale.

Stop, il est temps que cela cesse ! Les personnels hospitaliers sont fatigués, épuisés de répéter les efforts sans résultats significatifs. Ce gouvernement, en maintenant ce cap va finir par provoquer la plus grande crise de l'Histoire dans le monde de la Santé et de l'Action Sociale en France.

2025 est synonyme pour bon nombre d'entre nous, d'un nouveau gel du point d'indice, de suppression de la GIPA, de la baisse honteuse et discriminante de l'indemnisation à 90 % de la maladie ordinaire: toutes ces mesures qui paupérissent et réduisent encore le pouvoir d'achat des hospitaliers et que nous combattons.

L'hôpital public est toujours malade et souffre toujours des mêmes maux :

*sous- financement, manque de moyens humains et perte de sens qui nuisent à l'attractivité de nos métiers.

Les conséquences sont catastrophiques pour le maillage médical, l'accès aux soins et les répercussions impactent directement la qualité des soins.

L'offre de soins est de plus en plus inégalitaire entre milieu urbain et monde rural provoquant l'augmentation des déserts médicaux en France.

Les projets du Président de la République sont illisibles, symbolisés par la valse des ministres de la Santé depuis 2017.

Cette valse illustre l'incapacité d'Emmanuel MACRON à réformer ce secteur clé, dont il avait pourtant dit vouloir faire une priorité absolue de sa présidence.

Qui se souvient ici de Christelle DUBOS ou Geneviève DARRIEUSECQ, ministre ou secrétaire d'État de la Santé sous l'ère MACRON ? Cette valse n'apporte vraiment pas de sérénité. En Avril 2023, le président faisait la promesse de désengorger les services d'urgences à l'Hôpital d'ici fin 2024.

À l'heure du bilan, c'est un constat d'échec et la situation dans ce secteur est toujours extrêmement tendue. Le temps d'attente, d'après la DREES, aux urgences s'est fortement dégradé entre 2013 et 2023. En 10 ans, c'est 1h15 en moyenne qu'il faut patienter de plus et c'est donc 05h30 aujourd'hui qu'il vous faudra attendre avant d'être pris en soin.

Les responsabilités viennent des choix politiques qui ont été faits de fermetures de lits et de services d'urgences.

C'est plus de 10 000 lits qui ont été fermés ces deux dernières années : les fameux lits d'aval. On ne peut pas dire tout et son contraire : les mots doivent être suivis d'actes et avec ce président nous sommes malheureusement habitués à cette stratégie de dire mais de ne pas faire.

Ces politiques dégradent l'accès aux soins et n'améliorent aucun des indicateurs de santé. Prenons par exemple la population rurale surexposée aux risques de surmortalité ou refus de soins. Ou cet autre exemple de l'augmentation de la mortalité infantile, qui nous place au 23^{ème} rang européen sur 27 pays.

Réaffirmons ici les revendications de la CGT qui passent notamment par :

▣ **1/ Un plan d'embauches immédiat de 400 000 agents (100000 pour la Santé, 200000 pour les EHPADs et 100000 pour l'Action Sociale)**

▣ **2/ La réouverture et le maintien de tous les services, lits et places dans nos secteurs**

▣ **3/ L'augmentation générale de nos salaires et pensions**

Le monde libéral et capitaliste nous conduit vers la fin de la solidarité et souhaite mettre à mal les conquêtes sociales des travailleurs. L'argent existe et il suffit juste de durablement répartir différemment les efforts.

Le président MACRON est isolé et bat tous les records d'impopularité même en penchant sur sa droite. Il s'entête à ne pas soumettre au référendum la réforme des retraites rejetée par une écrasante majorité des Français.

Il refuse une transformation du modèle social français qui consisterait à faire participer davantage les plus riches d'entre nous.

La CGT s'oppose à la montée du fascisme et au repli identitaire caractérisés par la promulgation de l'indigne loi immigration en France. Combattre l'extrême droite et ses idées fait partie de notre histoire à la CGT. L'extrême-droite et le Rassemblement National trompent le peuple et divisent les travailleurs, c'est pourquoi il nous faut porter haut et fort nos valeurs à la CGT, de justice et de progrès social, de solidarité et de fraternité.

Dans ce contexte morose, nous l'affirmons à la CGT, les budgets consacrés à la politique d'action sociale, aux loisirs aux vacances à l'accès à la culture pour les agents de la Fonction Publique Hospitalière doivent être conséquents et doivent demeurer à un niveau élevé. Même si notre association CGOS présente des excédents ; la nécessité de mener une politique d'action sociale forte en direction des hospitaliers et de leur famille n'a jamais été aussi nécessaire et utile pour la CGT.

Après des années de crise à l'Hôpital, de lutte contre les ravages du COVID, les agents de la Fonction Publique Hospitalière dans leur globalité nous expriment quotidiennement les besoins qu'ils ressentent d'une politique d'action sociale affirmée, caractérisée par un désir fort d'activités culturelles, de loisirs et de vacances.

Le nombre de bénéficiaires croît chaque année, preuve s'il en est de l'utilité du CGOS. L'attachement aux valeurs du CGOS s'affirme d'années en années.

Nous avons lu attentivement votre rapport moral, Monsieur le Président.

Celui-ci, plus technique que politique ; nous l'approuverons car il traduit ce que nous ressentons ; à savoir une volonté forte de délivrer une politique ambitieuse et responsable aux acteurs du monde hospitalier, actifs et retraités).

Les chiffres énoncés confirment nos impressions avec la progression relevée de l'activité vacances et billetterie. À ce sujet, la CGT souhaite exprimer sa satisfaction de voir le budget des prix mini, ex vacances sociales, progresser de 1 million pour atteindre 10 millions d'euros.

Vous avez entendu nos arguments en faveur d'une hausse de ce budget : les prix mini ou ex vacances sociales permettent aux plus modestes d'entre nous de vivre des périodes entières de réelle déconnexion ; propices au nécessaire repos dont nos collègues doivent bénéficier.

La CGT réaffirme son profond attachement à l'augmentation du budget des actions en partenariat de l'enveloppe nationale pour les vacances et les loisirs. Nous réitérons également notre opposition à la facilité d'une politique du « *tout-chèque* ».

2024 aura été une année importante pour le CGOS puisqu'elle aura été l'année qui aura vu l'ancienne revendication de la CGT, à savoir celle du déplaçonnement se concrétiser même si le taux n'est pas à la hauteur de nos espoirs. En effet, l'arrêté qui autorise le déplaçonnement de contributions sur la base d'un nouveau taux porté à 1,42 % est paru le 15 Avril 2024.

Ce dernier semble ne pas avoir affaibli les budgets nationaux et régionaux du CGOS et nous nous en félicitons. Notons tout de même qu'il est à modérer compte-tenu du taux de redistribution des contributions assez loin de l'objectif fixé collectivement par le COP.

Car oui, le CGOS et ses prestations attirent de plus en plus d'agents hospitaliers. Il participe à l'attractivité de nos professions grâce à la large palette d'actions et de prestations qu'il offre. Il est utile dans un contexte de forte inflation et de dégradation du pouvoir d'achat.

Vous relevez avec honnêteté quelques axes d'amélioration dont le principal que nous partageons car il nous a souvent été remonté, à savoir celui du délai de traitement des demandes d'ouverture des droits et de traitement des demandes de prestations qui demeurent extrêmement longs.

Le CGOS est victime de son succès qui ne se dément pas ; Il n'empêche que les délais ne permettent pas aux agents de bénéficier de certaines prestations en temps et en heure. Espérons que les nouveaux outils de gestion sauront améliorer la situation en modernisant et simplifiant les procédures de traitement. De la même façon, la création automatique du numéro CGOS devrait permettre d'améliorer la situation ; l'enjeu est intéressant car il permettra d'attribuer de facto et de façon automatique un numéro à tous les nouveaux hospitaliers embauchés par les établissements adhérents et ainsi de délivrer l'action sociale plus facilement.

D'année en année, nos questionnements demeurent concernant la CRH.

Le CGOS fait-il de l'action sociale lorsqu'il fait la promotion d'un pur produit d'épargne de retraite par capitalisation ?

Ce produit CRH met à mal nos valeurs à la CGT ; nous qui défendons les valeurs de solidarité intergénérationnelles véhiculées par le système de retraite par répartition.

Nous souhaitons toujours voir se créer une association d'affiliés et d'allocataires pour gérer le portefeuille de la CRH. En ce qui concerne le sujet de la répartition des enveloppes nationale et régionales, nous voterons à la CGT, le retour de la répartition 75 % 25 % comme nous l'avions précisé en 2024. Cela permettra de laisser toute la latitude aux régions de pouvoir proposer et répondre aux attentes des hospitaliers en termes de vacances coup de cœur, loisirs et accès à la culture.

Nous serons, à la CGT ; en totale opposition politique avec la stratégie qui consisterait à transformer nos 12 régions CGOS en 4 territoires en France. Il n'y a pas de particularité liée au territoire ; par exemple les Bretons sont attachés à la Bretagne et pas au quart Nord-Ouest. Certaines régions sont déjà immenses actuellement et un découpage territorial autre qu'administratif nuirait au sentiment d'appartenance et aux spécificités régionales ressenties.

A la CGT, nous sommes attachés à la proximité que procure l'existence de la région CGOS et à l'unité qu'induit le CGOS à l'échelle nationale.

De la même façon, nous percevons avec interrogation « *le CGOS à la carte* » que représente pour nous les offres complémentaires. Interrogation et méfiance tant nous avons du mal à concevoir que le CGOS puisse différencier son offre en fonction de l'état financier d'un établissement. Enfin, la feuille de route du CGOS révélé pour la période 2024/2028 au travers du plan d'actions stratégiques est conforme aux discussions que nous avons mené tous ensemble.

Nous rappelons ici que la CGT est favorable à l'intégration des médecins au CGOS si et seulement si, les questionnements autour du financement, de la gouvernance et de la représentativité sont validés en amont de l'arrivée des personnels médicaux au CGOS.

Nous partageons la nécessaire évaluation de l'impact environnemental de nos actions, les préoccupations écologiques devant guider notre organisation dans son ensemble.

Enfin pour conclure, nous souhaitons ici saluer publiquement et féliciter le CGOS pour la réponse rapide, efficace, pertinente et solidaire apportée aux hospitaliers Mahorais à la suite du passage du cyclone CHIDO en Décembre 2024.

Nous avons été capables en moins de 2 semaines d'apporter une réponse concrète à un besoin urgent de solidarité. Nous pouvons ressentir tous collectivement un réel sentiment de fierté.

La CGT tient à remercier l'ensemble des salariés du CGOS, au niveau régional et au niveau du siège parisien; qui œuvre au quotidien pour permettre l'application d'une politique d'action sociale en faveur des agents hospitaliers actifs et retraités et de leurs familles. Vous contribuez à la reconnaissance du CGOS comme partenaire et acteur majeur, essentiel et unique pour le million d'agents hospitaliers qu'il représente.

Compte-tenu de tout ce qui a été annoncé et comme nous l'avons déjà évoqué précédemment, nous voterons POUR votre rapport moral Monsieur le Président.

Nous vous remercions.